

Marcel Gauchet : « C'est Mélenchon qui a fait sauter le barrage républicain »

ENTRETIEN

Dans son dernier livre, *Macron, les leçons d'un échec. Comprendre le malheur français II* (avec Éric Conan et François Azouvi), paru à l'automne dernier aux Éditions Stock, le philosophe et historien prévoyait la réélection par défaut du président de la République tout en constatant son impuissance politique. Aujourd'hui, le penseur interprète le résultat des législatives et les débuts chahutés du quinquennat comme le symptôme d'une insatisfaction profonde de l'électorat. Désormais, la plupart des Français ont un rapport détaché et calculateur avec la politique, marqué par la recherche du moindre risque, argumente l'intellectuel. En toile de fond des résultats électoraux demeure aussi un fait majeur : les « dimensions contentieuses que le système politique officiel s'est employé à refouler depuis des décennies » – comme le tour pris par la construction européenne depuis le traité de Maastricht voilà déjà trente ans – « et qui ont fini par le bousculer », explique Marcel Gauchet.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCIO
adeveccio@lefigaro.fr

LE FIGARO – Élisabeth Borne prononcera son discours de politique générale le 6 juillet sans pouvoir s'appuyer sur une majorité claire, et devrait faire face d'emblée à une motion de censure. Ce début de quinquennat mouvementé s'inscrit-il dans une crise de la démocratie plus profonde ?

Marcel GAUCHET – Il est une bonne illustration, en effet, de la crise rampante qui travaille la démocratie. Le macronisme est l'exemple même, à l'arrivée d'un parti de la concentration défensive des « élites » amenées à s'unir contre le « peuple ». Lequel « peuple » est enfermé dans des protestations « populistes » plus ou moins impuissantes, partagé qu'il est entre une dépolitisation radicale et des radicalités démagogiques antagonistes, qui ne peuvent que rester minoritaires, même à des étages élevés. Du moins ces protestations témoignent-elles de problèmes profonds que des élites sourdes et aveugles ne veulent ni voir ni entendre, alors que ce devrait être leur rôle de les prendre à bras-le-corps. C'est ce qui fait que nous restons malgrés tout en démocratie. Une démocratie contrariée, malheureuse, mais une démocratie quand même.

Le remaniement qui vient d'avoir lieu vous paraît-il marquer une inflexion significative ?

Non. Il témoigne seulement de l'étrouement du vivant et de l'absence d'imagination politique dans lesquelles la politique macronienne paraît enfermée.

Est-ce une crise institutionnelle liée à la V^e République ou une crise de régime liée à une faillite politique des « élites » ?

Il n'y a, en l'état actuel des choses, ni crise institutionnelle ni crise de régime. Les institutions sont parfaitement capables de s'accommoder de cette cohabitation d'un nouveau genre. Ce sera un peu plus cahotant qu'à l'ordinaire, c'est tout. Par ailleurs, personne dans les forces politiques en présence n'a intérêt à provoquer une rupture débouchant sur une remise en question du régime. Personne, du reste, n'en a les moyens. Les soi-disant élites, qui n'en ont que le nom, sont désqualifiées, mais il n'y a pas de solution de remplacement. Bref, le coup d'État n'est pas à l'ordre du jour !

L'arrivée en force des Insoumis à l'Assemblée promet tout de même d'être tonitruante. D'aucuns estiment qu'Éric Coquerel, le nouveau président de la commission des finances, pourrait se servir des informations couvertes par le secret fiscal. Lui-même a avoué qu'il ne s'en priverait pas. Le risque n'est-il pas de voir le débat politique tourner au règlement de comptes et au pugilat stérile ?

C'est possible, mais je pencherais plutôt pour l'hypothèse inverse. Il n'y a pas plus conformiste qu'un voyou en quête de respectabilité.

Fait très rare sous la V^e République, Emmanuel Macron sera

donc privé de majorité absolue pour gouverner.

Comment expliquez-vous ce résultat électoral surprenant ?

Ce résultat ne me surprend pas. Autant la réélection d'Emmanuel Macron me semblait acquise d'avance, autant elle me paraissait devoir être une réélection de résignation. La forme que pouvait prendre cette résignation restait ouverte et je n'avais pas plus anticipé que quelque chose qu'elle a prise, mais elle est cohérente avec le climat que j'observais. Nous sommes devant un changement profond du rapport des citoyens avec la politique, qui leur apparaît majoritairement comme une affaire extérieure et lointaine – d'où les progrès de l'abstention – et non comme l'expression de ce qu'ils sont et de ce qu'ils veulent. Une affaire, de surcroît, menaçante pour la stabilité de leur monde. Dans ces conditions, l'objectif est de limiter les dégâts. Il faut un président, des gouvernants,

La promesse initiale du macronisme était de remettre le pays en marche en le sortant de l'enlèvement mitterrandochiraquien perpétué par Sarkozy, puis Hollande. Mais qui se souvient encore de cette promesse ? Macron a remporté l'élection, mais pour entretenir le même marasme, aggravé par le fait qu'aucune alternative crédible ne se dessine

soit. Prenons le moins pire. Macron était encore le moins inquiétant, en dépit de la détestation dont il fait l'objet dans une partie importante de l'opinion. On le connaissait, il garantissait au moins le statu quo, à la différence des aventures que promettaient chacun dans leur genre Mélenchon ou Marine Le Pen.

Après, aux législatives, le mouvement s'est poursuivi et confirmé dans la partie de l'électorat qui obéit à cette logique : pas trop de macronistes et surtout pas de mélenchonistes, les plus dangereux, sachant les limites, qui seraient celles des lepénistes. On n'a pas prêté assez d'attention à un sondage qui annonçait, au lendemain de l'élection présidentielle, qu'une majorité des Français souhaitait que Macron n'ait pas la majorité absolue au Parlement. Les spécialistes ne l'ont pas cru, trop confiants dans la prétendue « loi » selon laquelle cette majorité allait mécaniquement au président élu. Cette loi ne tient plus devant les évolutions de la société. Remarquez d'ailleurs que la non-campagne de Macron, soulignée par tous les commentateurs, a favorisé sa réélection comme président, en tant que candidat du statu quo, et a joué contre lui aux législatives, en tant que facteur d'imprévisibilité – que pouvait cacher cette discrétion ?

Parmi les causes conjoncturelles, l'affaire du Stade de France a-t-elle eu une influence ?

J'aimerais le savoir. Je tends à penser que oui, mais dans quelles proportions ? La France du foot rassemble très large, et l'atteinte à l'image internationale du pays touche un autre public, lui aussi important. Le ministère de l'Intérieur, c'est le ministère de la réalité, celui des faits qui ne peuvent pas être ignorés, si déplaisants soient-ils. Si celui-ci a choisi lui aussi de regarder ailleurs, de mentir délibérément et d'empêcher la manifestation de la vérité en laissant détruire les images qui permettraient de l'établir, alors, il n'y a rien à attendre des responsables publics. La confiance ne régnait pas, déjà, mais elle a achevé de se volatiliser. Le mensonge sur les masques, à côté, ce n'était pas grand-chose. L'image du pouvoir en a forcément été abîmée sur le front où elle est notoirement la plus défaillante, celui de l'autorité répressive. Le fait que Macron ait choisi de se taire, lui qui aime tant parler, témoigne d'une déconnexion d'avec l'opinion dont on a d'autres signes et qui n'augure rien de bon pour son quinquennat.

Cela confirme-t-il la thèse de votre livre, *Macron, les leçons d'un échec* ?

Il y a un mois et demi, les Français ont pourtant rélé

Macron président de la République. Cela signifie-t-il qu'ils ont dit oui à Macron et non au macronisme ?

Les choses ne sont pas aussi claires ! Les Français n'ont pas dit oui à Macron, ils ont placé Macron en tête d'une liste de candidats à l'intérieur de laquelle il n'a recueilli que 27,6 % au premier tour et ils l'ont choisi au second tour contre une candidate jugée majoritairement hors capacité de gouverner. Cela ne fait pas une adhésion franche et massive. Et les Français n'ont pas dit non au macronisme, pour la raison qu'il serait difficile de définir ce que c'est. Dans l'incertitude, ils ont posé les freins de nature à réduire ce que cette incertitude pouvait recouvrir de dangereux à leurs yeux.

Sur le fond, maintenant, l'« échec » dont je parle dans mon livre est celui de la promesse initiale du macronisme : remettre le pays en marche en le sortant de l'enlèvement mitterrandochiraquien perpétué par les présidences Sarkozy, puis Hollande. Mais qui se souvient encore de cette promesse ? Macron a remporté l'élection, certes, mais pour faire exactement la même chose que ses prédécesseurs et entretenir le même marasme. Un marasme aggravé par le fait qu'aucune alternative crédible ne se dessine. Si c'est cela le succès, c'est un nouveau concept !

L'un des enseignements de ces élections, c'est aussi la fin du « barrage républicain ».

Celui-ci avait pourtant encore relativement bien fonctionné lors de la présidentielle. Que s'est-il passé ? Le « barrage républicain », tel qu'il a fonctionné à la présidentielle, recouvrait en réalité deux choses : la perception traditionnelle d'une menace pour le cadre républicain et le scepticisme conjoncturel pour la capacité de gouverner de Marine Le Pen, avec le saut dans l'inconnu qu'aurait représenté son élection – désordres civils, confusion politique, conséquences internationales, etc.

Aux législatives, le problème ne se pose pas du tout de la même façon et l'appréciation des risques change de nature, la clé de voûte présidentielle

Si l'on considère que la démocratie est le processus politique par lequel une société met sur la table les problèmes auxquels elle est confrontée, cette secousse électorale va dans le sens de la démocratie. Mais il ne suffit pas de mettre les problèmes sur la table, il faut les traiter

étant assurée. En l'occurrence, le gros risque est devenu celui du programme mélenchoniste. Matraquage fiscal et désarmement de la police n'étaient pas faits pour emballer un électoral de centre droit. En réalité le « barrage républicain » ne fonctionne bien qu'entre partis de gouvernement, le centre gauche n'hésitant pas à voter pour le centre droit ou l'inverse. Avec une extrême gauche anomique du genre France insoumise, dont le caractère républicain reste d'ailleurs à établir, cela ne marche plus. C'est Mélenchon qui a fait sauter le barrage républicain.

Quoi que l'on pense du RN, sa présence en force à l'Assemblée nationale n'est-elle pas légitime compte tenu de ses scores à la présidentielle ?

Je me demande quelle image de la démocratie se font les gens qui veulent en toute bonne conscience écarter du fonctionnement des institutions le parti d'une candidate qui a réuni plus de 40 % du corps électoral sur son nom. Ce serait acceptable à la rigueur si cela s'appuyait sur un solide travail d'analyse des raisons de ce vote et des moyens de le dégonfler. On l'attend en vain depuis des années. Il paraît que les problèmes

qui nourrissent cette vague montante n'existent pas, que ce ne sont que des fantasmes témoignant de l'ignominie morale des « déplorables ». Cette paresse prétenueuse, cette incapacité autosatisfaite à s'interroger sur ce qui se passe me paraissent être le vrai danger pour la démocratie.

Certains observateurs ont également évoqué une revanche des « gilets jaunes ».

Qu'en pensez-vous ?

J'ai des doutes là-dessus, même si l'épisode des « gilets jaunes » a laissé une immense amertume dans une partie de la France. Mais l'épisode est déjà loin et son héritage principal me semble avoir consisté surtout à grossir les rangs de l'abstention, sur fond d'une perte de confiance totale dans la politique.

Pour la première fois, la France du « non », qu'elle soit de gauche

ou de droite, sera également représentée à l'Assemblée. Est-ce un lointain réplique du résultat du référendum de 2005 ?

C'est en effet une donnée marquante de cette séquence électorale : l'euro-scepticisme, pour employer la notion la plus large et la plus neutre possible, est électoralement majoritaire dans le pays. Il faut ajouter tout de suite qu'il est politiquement impuissant puisqu'il se partage entre une droite et une gauche inconciliables. Plutôt que d'une réplique de 2005, je crois qu'il faut parler d'une constante qui remonte au référendum sur le traité de Maastricht, en septembre 1992. La fracture qui s'est déclarée à cette occasion ne s'est jamais refermée au-delà de la victoire étroite du oui, voilà près de trente ans. La forme prise par la construction européenne depuis cette date suscite l'opposition, tantôt ouverte, tantôt larvée d'une moitié des Français. Le fasos de la « refondation » européenne promise par Macron n'a visiblement pas arrangé les choses. C'est une autre de ces dimensions contentieuses que le système politique officiel s'est employé à refouler depuis des décennies et qui ont fini par le bousculer en détruisant ou à peu près les anciens partis de gouvernement.

Paradoxalement, n'est-ce pas une forme de victoire pour la démocratie ?

Il n'y a aucun paradoxe. Si l'on considère que la démocratie, au-delà de sa définition formelle, est le processus politique par lequel une société met sur la table les problèmes auxquels elle est confrontée, cette secousse électorale va dans le sens de la démocratie. Mais le processus comporte un second temps. Il ne suffit pas de mettre les problèmes sur la table, il faut les traiter. Ce sera l'épreuve de vérité qui permettra de juger du résultat.

Que cela annonce-t-il en termes de recomposition politique ?

Impossible à dire pour le moment, tant nous sommes sur la lancée du processus de décomposition et tant ce sera une affaire de circonstances et de personnes. Qu'en sera-t-il du centre macroniste après Macron ? Qu'en sera-t-il du mélenchonisme sans Mélenchon ? Que deviendra le Rassemblement national une fois la page Le Pen tournée ? La tripartitisation actuelle est-elle faite pour durer, avec l'instabilité qu'elle implique, ou bien se résoudra-t-elle dans une nouvelle bipolarisation entre des partis de gouvernement à vocation majoritaire ? J'inclinerais pour cette hypothèse, mais je reconnais sa fragilité.

Le risque n'est-il pas celui d'une nouvelle bipolarisation qui opposerait les deux forces radicales que sont le RN et les Insoumis ? Si bipolarisation il devait y avoir, elle ne pourrait se faire que sur la base d'une évolution de la France insoumise et du Rassemblement national vers des positions plus crédibles, si l'on exclut la résurgence des anciens partis de gouvernement. En attendant, ils laissent la place à un centre solidement installé, tout malmené qu'il soit. ■

